

ensemble tout devient possible



Paris, le 19 AVR. 2007

Monsieur le Président,

C'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de votre courrier, j'ai parfaitement pris l'importance de vos différentes propositions établies autour de 10 mesures concrètes et je vous en remercie.

Tout d'abord, je considère la question du sport essentielle dans notre société à l'heure actuelle pour être à peine évoquée. Le sport est l'un des socles de notre état «France» qui incombe de nombreuses valeurs avec des droits mais aussi des devoirs.

Pour en faire l'expérience quasi quotidiennement, je sais l'importance du sport pour la santé et je connais ses vertus individuelles. Le sport enseigne le sens de l'effort, le courage, la volonté, le dépassement de soi. Il apprend que rien de précieux ne s'obtient sans effort. Vous connaissez cette phrase de Pierre de Coubertin : « le sport va chercher la peur pour la dominer, la fatigue pour en triompher, la difficulté pour la vaincre ». Quelle que soit leur discipline, les sportifs, amateurs, de haut niveau, ou professionnels, ont un langage commun qui ne trompe pas : celui de la persévérance, de l'humilité, de l'authenticité.

La première priorité est de transformer radicalement la place du sport à l'école. Le sport doit faire partie du socle des matières fondamentales. Le nombre d'heures consacrées au sport doit être doublé, tant au primaire que dans le secondaire. Le coefficient qui s'attache au sport dans les examens doit être augmenté. Je pense qu'il doit y avoir une épreuve de sport à l'entrée de toutes les grandes écoles et que le sport doit faire partie de chaque cursus universitaire.

Cela supposera peut-être des recrutements supplémentaires, mais cela pourra aussi permettre de donner des heures de travail rémunérées aux animateurs des associations sportives des collectivités locales. Ce sera à l'Éducation nationale de s'organiser avec les collectivités locales pour parvenir à remplir les objectifs. Il faut aussi augmenter le niveau d'équipement sportif des établissements scolaires.

.../...

Au-delà des horaires et des coefficients, il faut revoir un certain nombre de modalités dans l'approche du sport à l'école : sa place dans les emplois du temps ; la question des dispenses, qui ne sont pas assez contrôlées ; nous ne devons pas avoir peur de la compétition, de la performance, même si le sport à l'école doit être également une école d'hygiène et de bien-être physique. Je souhaite que tous les enseignants d'éducation physique et sportive et que tous les animateurs soient initiés à la pratique du handisport, pour que les personnes valides et les personnes handicapées, notamment à l'école, pratiquent ensemble.

Je souhaite également que chaque enfant ait la possibilité, s'il le souhaite, de suivre un mi-temps sportif. Cela suppose de multiplier le nombre d'établissements ou de classes qui le proposent. A mes yeux, le mi-temps sportif ne doit pas être réservé à ceux qui veulent se consacrer au sport d'élite. Il doit être ouvert à tous les enfants dont les familles pensent que le sport est une école de vie et un plus pour la réussite scolaire et universitaire. J'ajoute que ces établissements doivent viser l'excellence dans le sport, mais aussi dans les matières intellectuelles. Nos sportifs de haut niveau ont le droit de faire des études brillantes, tout comme nos têtes bien faites ont le droit de faire du sport de manière intensive.

Ma deuxième proposition concerne le bénévolat sportif, qui joue un rôle déterminant dans l'encadrement et la pratique du sport en France.

Je souhaite que le bénévolat soit reconnu et je propose trois mesures simples, mais directement opérationnelles à cet effet : qu'une année de bénévolat dans un club ou une association donne droit à un stage de formation gratuit ; que 20 heures par mois de bénévolat effectuées régulièrement donne droit à 10% de points en plus pour les examens ; que dix ans de bénévolat donne droit à une année de cotisation pour la retraite.

Je propose une autre place pour le ministère des sports dans l'organisation des départements ministériels. Je veux m'en expliquer un peu longuement.

Je pense d'abord, vous le savez, que notre structure ministérielle doit être réduite à 15 ministres plein, qui seront aidés de secrétaires d'Etat. Je propose que la répartition des compétences entre les ministres soit fixée par une loi organique. On ne peut pas continuer à changer en permanence l'organisation des ministères en fonction des modes et des contingences du temps immédiat.

Je pense par ailleurs que la place du sport dans l'organisation actuelle des structures ministérielles n'est pas satisfaisante. Le sport n'est pas réservé à la jeunesse. Il n'y a donc aucune raison de mettre ensemble le sport et la jeunesse. Par ailleurs, avec 1,3% du budget de l'Etat (dont les trois quarts d'ailleurs relèvent du budget de l'Education nationale) et une place relativement modeste dans la hiérarchie ministérielle, le sport ne peut pas constituer une priorité de l'action gouvernementale, quels que soient les efforts et le talent des ministres des sports successifs.

Je pense donc que le sport doit constituer un ministère à part entière, mais qu'il doit être rattaché à un pôle santé et qualité de la vie. On peut faire beaucoup de choses encore pour le sport de haut niveau et je vous ferai au moins une proposition en ce sens à la fin de mon propos. Mais c'est un fait que nous avons une tradition déjà bien ancrée en la matière et un certain nombre d'outils utiles et performants. En revanche, nous devons faire d'immenses progrès pour développer la pratique sportive de tous nos concitoyens, notamment chez les femmes, les actifs, les seniors, dans une perspective de bien-être, de prévention et de santé. Il est donc cohérent de mettre le sport dans un pôle santé.

Rattaché à un ministre de poids dans la structure gouvernementale, le sport aura de vraies chances de bénéficier d'arbitrages positifs et d'être doté des crédits nécessaires. Nous devons porter le budget du ministère des sports à au moins 3% du budget de l'Etat.

J'ajoute qu'en plaçant le sport dans un pôle ministériel santé, nous confirmerons notre opposition résolue au dopage. Je ne suis pas de ceux qui hésitent sur le sujet. Le dopage est la négation du sport. Nous devons poursuivre notre politique de lutte contre le dopage dans le sport professionnel et de haut niveau, en engageant notamment une réflexion sur le rythme des compétitions sportives, mais étendre également au sport amateur cette action plus qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Je souhaite engager une réforme de l'organisation du sport en France. Je n'ignore pas les subtilités de ce sujet, la diversité des situations, et je suis attaché, comme chacun d'entre vous, aux principes de la cogestion et de l'unité du mouvement sportif.

Je sais que l'Etat a en principe un rôle d'impulsion, mais qu'il est limité dans son action puisque ce sont les fédérations sportives d'une part, les collectivités locales d'autre part, qui disposent des leviers nécessaires à la mise en œuvre de sa politique.

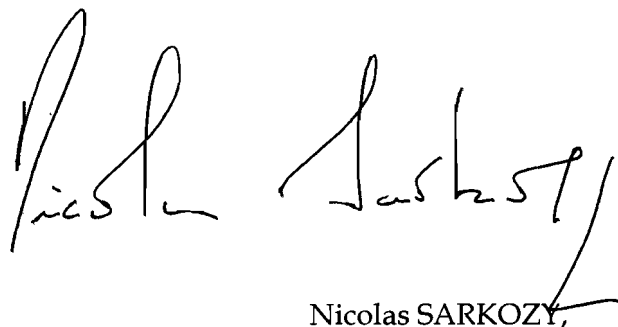
Par ailleurs, à l'extérieur de nos frontières, le sport se transforme rapidement. Les organismes sportifs internationaux prennent de plus en plus d'importance, fixent des contraintes de plus en plus fortes. L'argent joue un rôle croissant dans le sport, sous l'effet de la médiatisation et du développement du sport spectacle. Ces évolutions, nous les subissons parfois plutôt que de les anticiper.

Le modèle que je préconise est celui de l'autonomie, du professionnalisme et de la responsabilité des fédérations sportives. Les contrats d'objectifs qui lient l'Etat aux fédérations doivent être plus exigeants et plus précis. Ils doivent faire l'objet d'une évaluation et non pas être reconduits d'une période sur l'autre. L'Etat doit fixer ses objectifs stratégiques, je pense par exemple au développement de la pratique sportive pour tous, mais les fédérations doivent être libres de leur mise en œuvre. En contrepartie, les fédérations doivent être mieux outillées, plus professionnelles. Je suis favorable à la rémunération de leurs dirigeants, puisque ce sont de fait de vrais chefs d'entreprise, et je pense que les fédérations doivent pouvoir recruter des cadres de haut niveau. Je propose à cette fin la création d'une grande école du management sportif. Si le sport doit prendre plus de place dans notre société et dans notre économie, ce que je souhaite, il a besoin de cadres. Cette école permettra en outre la reconversion d'un certain nombre de sportifs de haut niveau.

.../...

En tout état de cause, je peux vous assurer que je porterai la plus grande attention à ce que ce domaine d'activités si sensible, mais aussi porteur d'espoir, auquel vous vous consacrez, soit durablement considéré et pris en compte dans les années à venir.

Espérant avoir répondu à vos interrogations, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicolas Sarkozy', with a stylized flourish at the end.

Nicolas SARKOZY,  
Candidat à l'élection présidentielle

Monsieur Marcel BARTH  
Président du Club Olympique Multisport Bagneux  
Maison des Sport  
37 rue des Blains  
92220 BAGNEUX